

Règlement intérieur d'action sociale

2026

Aides individuelles aux familles



Préambule

La Caf de la Loire a pour mission d'aider les familles dans leur vie quotidienne : accueil d'un enfant, éducation, logement, cadre de vie, insertion sociale et professionnelle.

Pour ce faire, la Caf de la Loire, par décision de la Commission d'Action Sociale du 9 octobre 2025 vote chaque année un règlement intérieur d'aides sociales qui est complémentaires des prestations versées aux familles.

Ainsi, la Caf de la Loire :

- ✓ verse des prestations légales aux familles dont le montant et les conditions d'accès sont définies par l'Etat en association avec la Caisse nationale des Allocations familiales (allocation logement, allocations familiales...),
- ✓ finance et conseille les partenaires qui développent des structures d'accueil de la petite enfance, des crèches, lieux d'accueil enfants parents (LAEP), accueil de loisirs, les lieux d'animation des quartiers, centres sociaux...
- ✓ propose un accompagnement par ses travailleurs sociaux auprès des familles lorsqu'elles rencontrent des situations difficiles (crise familiale, séparation, décès, problèmes de logement, impayés de loyers). Ces professionnels proposent : écoute, information, accompagnement, orientation en fonction des problèmes rencontrés. Pour en savoir plus, connectez-vous sur : www.caf.fr > Ma Caf > vie personnelle > Accompagnement par un(e) assistant(e) social(e).
- ✓ propose également des aides individuelles aux familles, définies au niveau local, votées par le Conseil d'administration de la Caf de la Loire. Elles visent à accompagner financièrement des projets familiaux : départs en vacances, équipements mobiliers ou ménagers, ou à faire face à des besoins ou difficultés particulières.



	Préambule	page 1
	Conditions générales	page 3
1	Séjours vacances familles	page 5
	Séjours autonomes	
	1.1. L'aide aux vacances familiales Vacaf (AVF)	page 5
	1.2. L'aide au court séjour	page 7
	Séjours accompagnés	page 9
	1.3. L'aide aux vacances sociales Vacaf (AVS)	page 10
	1.4. L'aide locale pour les séjours familiaux hors Vacaf	page 12
	1.5. L'aide locale pour les sorties familles organisées par une structure	page 15
2	Aide aux vacances enfants	page 18
	2.1. L'aide aux vacances enfants Vacaf (AVE)	page 18
	2.2. L'aide aux mini-séjours adaptés (hors Vacaf)	page 20
3	Formation BAFA	page 21
4	Cadre de vie et logement	page 24
	4.1. L'aide à la vie quotidienne	page 24
	4.2. Les aides financières directes au logement	page 26
	4.3. L'aide à domicile	page 28
5	Offre de service social	page 31
	Annexes : Schémas aides aux vacances	page 33

Conditions générales

La caisse d'Allocations familiales peut accorder des aides financières aux familles allocataires lorsque leur situation matérielle et sociale le justifie.

Ces aides ont pour objectif d'accompagner les familles dans des moments clés de leur vie (naissance, séparation, relogement...).

Elles interviennent lorsque les familles ont fait valoir leur droit aux prestations légales et en complément des aides attribuées par les autres partenaires du département. Elles sont accordées dans la limite du budget voté annuellement par le Conseil d'administration de la Caf de la Loire.

Ces aides financières individuelles sont délivrées sous forme :

- ✓ **d'aides remboursables** : le remboursement s'échelonne sur une période de 20 à 36 mois, suivant la situation. Les mensualités seront déduites des prestations mensuelles.
- ✓ **d'aides non remboursables.**

Bénéficiaires

Les aides sont ouvertes aux familles qui remplissent les conditions suivantes :

- ✓ être ressortissant du régime général, et de tout régime spécialisé intégré dans le régime général,
- ✓ avoir au moins un enfant à charge au sens des prestations familiales ou en garde alternée, ou avoir un enfant à naître,
- ✓ résider dans le département de la Loire,
- ✓ percevoir au titre du mois de la demande une prestation familiale mensuelle ou bien :
 - percevoir le revenu de solidarité active,
 - percevoir une aide personnelle au logement,
 - percevoir l'allocation adulte handicapé,
 - être bénéficiaire au titre de l'année précédente ou celle en cours de l'allocation de rentrée scolaire.

Sont exclus :

- les allocataires sans enfant, sauf s'ils sont bénéficiaires d'une prestation familiale pour un enfant à naître ou adopté,
- les familles non-allocataires (exception faite pour l'aide au BAFA),
- les parents non-gardiens (exception faite pour l'aide à la vie quotidienne, l'aide au court séjour et l'aide financière directe logement),
- les familles dont le chef de famille travaille en France, mais dont les enfants vivent à l'étranger,
- les personnes ayant une dette envers la Caf en phase contentieuse, ou d'origine frauduleuse.

Exclusion spécifique à l'aide à la vie quotidienne :

- Les personnes en situation de surendettement pour une aide remboursable,
- Les bénéficiaires d'une aide remboursable précédemment contractée et encore en cours de remboursement,
- Les bénéficiaires d'une mesure de protection judiciaire sans l'accord écrit du mandataire judiciaire,
- Les bénéficiaires d'une remise de dette sur une aide remboursable pendant un an.

Conditions de ressources

Les aides individuelles d'action sociale sont attribuées en fonction de la composition et des revenus de la famille.

Pour ce faire, il est tenu compte du quotient familial établi selon le calcul suivant :

$$QF = \frac{R}{N}$$

QF = Quotient familial (pour le trouver, connectez-vous sur caf.fr, espace "Mon Compte")

R = Ensemble des revenus mensuels imposables avant abattements fiscaux (les frais réels ne sont pas déduits) mais après abattements sociaux + prestations familiales perçues pendant le mois précédant la demande d'aide financière (à l'exclusion des prestations apériodiques telles que l'allocation de rentrée scolaire.)

N = Nombre de parts déterminées en fonction de la composition familiale du foyer du demandeur.

Contrôle

Ces aides ne constituent pas un droit. La Caf peut, au-delà des conditions administratives, solliciter des informations complémentaires et à tout moment contrôler les bénéficiaires des aides accordées.

L'existence d'une fraude avérée fera obstacle au bénéfice des aides d'action sociale jusqu'à concurrence du remboursement du préjudice ou dans les conditions fixées par le service du contentieux.

Sans préjuger des décisions de poursuites qui pourraient être intentées par le Directeur, tout allocataire ayant obtenu indûment une (ou plusieurs) prestation(s) légale(s) ou d'action sociale, sera exclu du bénéfice de toutes les aides individuelles d'action sociale pour l'année en cours.

Lorsqu'une aide a été accordée au titre du règlement intérieur d'action sociale à partir de déclarations erronées sciemment transmises par l'allocataire, le remboursement des sommes allouées à ce titre devient immédiatement exigible.

Séjours vacances familles autonomes

1.1. L'AIDE AUX VACANCES FAMILIALES VACAF (AVF)

Bénéficiaires

Famille allocataire, ayant un enfant âgé de 0 à 18 ans au 31 décembre 2025, ayant perçu une prestation versée par la Caf en octobre 2025 ou l'allocation de rentrée scolaire en 2025 et dont le quotient familial de janvier 2026 est inférieur ou égal à 900 €. Les familles éligibles à l'aide recevront un mail pour les informer de la mise à disposition de la notification dans leur espace "Mon compte."



Les séjours en famille doivent se dérouler exclusivement sur le territoire français, sous forme de séjours individuels. Pour les enfants soumis à l'obligation scolaire, les séjours doivent obligatoirement avoir lieu **pendant les périodes de vacances scolaires**. Cf : schéma aides aux séjours familles et enfants en annexe.

Démarches

1. Se connecter à www.vacaf.org pour obtenir la liste des différents hébergements labellisés.
2. Prendre contact avec le centre de vacances choisi en précisant que vous ouvrez droit à l'aide aux vacances familiales.

Montant

La Caf prend en charge un pourcentage du prix d'un séjour, plafonné à 950 €, pour une durée de 8 jours (7 nuits) à 15 jours (14 nuits) dans le même centre labellisé VACAF. Le montant dépend de votre quotient familial. Cette participation sera déduite du montant à payer.

QF	% d'intervention sur le coût du séjour	Montant maximum de l'aide
QF entre 0 et 600 €	60 %	570 €
QF entre 601 € et 900 €	50 %	475 €

Une aide au transport (AAT) est possible pour les familles ayant un QF entre 0 et 700 € en janvier 2026. Elle concerne exclusivement les séjours réalisés pendant les vacances scolaires. L'aide est calculée en fonction de la distance entre le lieu d'habitation et le lieu de vacances.

Nombre de km	Montant de l'aide
0 à 199 km	0 €
200 à 400 km	100 €
au delà de 400 km	200 €

Une fois que le séjour est inscrit sur VACAF, le versement est fait directement par la Caf la semaine qui précède le départ en vacances.

A noter : si le séjour est annulé, le montant de l'aide au transport devra être intégralement remboursé à la Caf.




www.vacaf.org



139 avenue de Lodève
34943 MONTPELLIER cedex 9



Formulaire de contact disponible sur
vacaf.org> Contact> Nous contacter

1.2. L'AIDE AU COURT SÉJOUR

Bénéficiaires

Famille allocataire, ayant le mois précédant la date du départ :

- ✓ au moins un enfant de moins de 16 ans,
- ✓ perçu une prestation familiale.

Le quotient familial doit être inférieur ou égal à 900 € le mois précédant le départ ou le mois du séjour.

Cette aide est également ouverte aux parents non gardiens.



Les courts séjours doivent se dérouler exclusivement sur le **territoire français**, sous forme de **séjours individuels**. Pour les enfants soumis à l'obligation scolaire, les séjours doivent obligatoirement avoir lieu **pendant les périodes de vacances scolaires**. Cf : schéma aides aux séjours familles et enfants en annexe.

L'aide peut être accordée une fois par an.

Modalités d'attribution

Le séjour ne peut excéder 6 nuits et seulement 2 nuits peuvent bénéficier de l'aide.

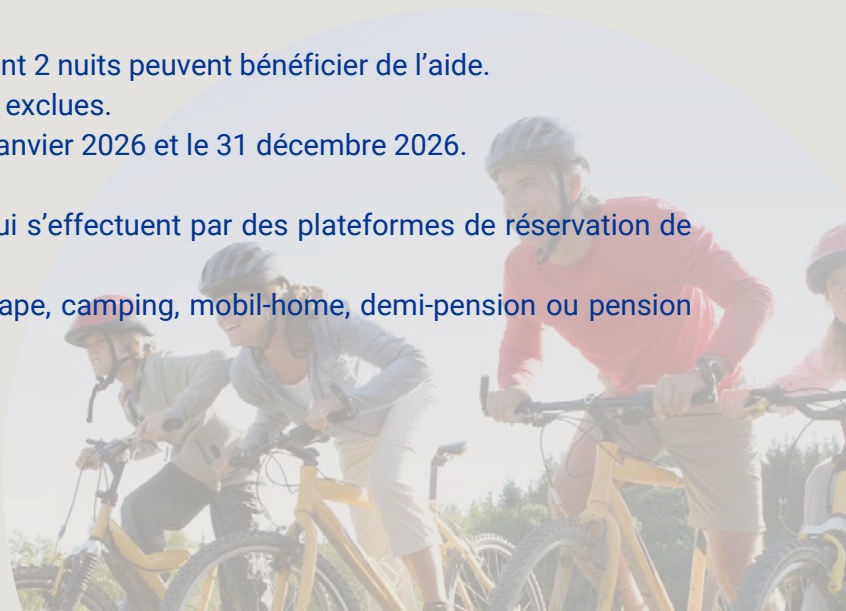
Les locations de particulier à particulier sont exclues.

Cette aide pourra être sollicitée entre le 1er janvier 2026 et le 31 décembre 2026.

Cette aide est limitée à une demande par an.

Cette aide peut s'activer pour des séjours qui s'effectuent par des plateformes de réservation de vacances sur internet.

Le séjour peut s'effectuer en hôtel, gîte d'étape, camping, mobil-home, demi-pension ou pension complète.



Montant

La Caf prend en charge un pourcentage du prix d'un séjour. Le montant dépend de votre quotient familial. Cette participation vous sera remise sur présentation de facture.

QF	% d'intervention sur le coût du séjour	Montant maximum de l'aide
QF entre 0 et 600 €	70 %	130 € pour 1 nuit 260 € pour 2 nuits
QF entre 601 € et 900 €	60 %	100 € pour 1 nuit 200 € pour 2 nuits

Démarches

1. Remplir le [formulaire de demande d'aide pour le court séjour](#)
2. Le retourner à la Caf accompagné de la facture de l'hébergement (hôtel, gîte d'étape, camping uniquement)

Cette aide est accordée après étude de la facture acquittée – à transmettre dans un délai d'un mois au plus tard après le séjour. Cette aide est attribuée dans la limite du budget voté par le Conseil d'Administration.

Séjours vacances familles accompagnés



Les séjours en famille doivent se dérouler exclusivement sur le **territoire français**, sous forme de **séjours individuels**. Pour les enfants soumis à l'obligation scolaire, les séjours doivent obligatoirement avoir lieu **pendant les périodes de vacances scolaires**. Cf : schéma aides aux séjours familles et enfants en annexe

Deux aides

- ✓ L'aide aux vacances sociales VACAF (séjour de 8 à 15 jours)
- ✓ L'aide locale pour les séjours hors VACAF (séjour de 2 à 6 jours)

Nature des projets

Il s'agit de premiers départs en famille, sous forme de séjours individuels, en faveur de familles dont l'environnement économique et social ne permet pas de réaliser ce type de projet de façon autonome.

Ce dispositif concerne donc uniquement les familles accompagnées dans leur projet par des travailleurs sociaux d'un service agréé par la Caf :

- ✓ Centres sociaux, espaces de vie sociale (EVS), associations d'aide à domicile, secours populaire français, ATD quart monde, Habitat et Humanisme et associations caritatives.
- ✓ Services communaux d'action sociale dès lors qu'il n'y a pas de structure agréée au titre de l'animation globale ou de l'animation de la vie locale sur leur commune, et qu'il existe un partenariat avec les travailleurs sociaux de la Caf concernant cet accompagnement.

Objectifs à poursuivre

Ces actions doivent être l'occasion d'amener les familles vers plus d'autonomie, notamment par leur implication dès la phase de conception du projet (ex : choix des destinations, des périodes, préparation du budget, etc.).

Ces projets sont également l'occasion de créer les conditions d'un maintien, d'un développement ou d'une restauration des liens familiaux.

Au regard des objectifs visés, ces projets ne doivent pas se traduire par une action ponctuelle au cours de périodes de vacances scolaires. Ils représentent un moyen au service d'un travail d'accompagnement exercé tout au long de l'année auprès des familles, dans le cadre d'un partenariat local.

1.3. L'AIDE AUX VACANCES SOCIALES VACAF (AVS)

Bénéficiaires

Famille allocataire, ayant un enfant âgé de 0 à 18 ans au 31 décembre 2025, ayant perçu une prestation versée par la Caf en octobre 2025 ou l'allocation de rentrée scolaire en 2025 et dont le quotient familial de janvier 2026 est inférieur ou égal à 900 €.

Pour un séjour de 8 à 15 jours.

Procédure

La liste des structures susceptibles d'accompagner les familles est transmise au service commun VACAF par la caisse d'Allocations familiales.

Un code confidentiel permet aux structures d'accompagnement social de communiquer avec le service commun VACAF et de vérifier que :

- ✓ les demandes sont bien prises en compte,
- ✓ les réservations sont réalisées,
- ✓ les familles ont acquitté leur part à charge.

Lorsque le lieu, la forme et le coût du séjour sont négociés entre la famille et le travailleur social, ce dernier adresse, au service commun VACAF, les coordonnées des familles ainsi que les dates et lieux de séjour. Les résultats dépendent des disponibilités pour les séjours souhaités. Afin que la demande ait plus de chance d'être satisfaite, la famille peut indiquer deux lieux et/ou deux périodes de séjours.

Le service commun VACAF répond au travailleur social concerné en donnant le résultat des démarches.

Pour la gestion de l'aide aux vacances sociales, les liaisons avec VACAF se feront de préférence par courrier électronique.

Seuls les deux premiers départs sont éligibles à l'aide aux vacances sociales. L'aide aux vacances sociales n'est pas cumulable, sur une même année, avec une aide aux vacances familiales.

Soutien aux familles

La Caf prend en charge un pourcentage du prix du séjour, plafonné à 950 €, pour une durée de 8 jours (7 nuits) à 15 jours (14 nuits). Le montant dépend du quotient familial de la famille. Cette participation est déduite du montant à acquitter par la famille.

QF	% d'intervention sur le coût du séjour	Montant maximum de l'aide
QF entre 0 et 600 €	70 %	665 €
QF entre 601 € et 900 €	60 %	570 €

Soutien aux instructeurs

Pour couvrir la logistique (salaires des animateurs, frais de fonctionnement, frais de déplacement...), les structures d'accompagnement social se verront attribuer un financement forfaitaire, par famille accompagnée individuellement ayant utilisé l'AVS, d'un montant de 290 €.

Ce financement, exclusivement réservé à l'accompagnement des familles dans le cadre de l'aide aux vacances sociales, couvre la préparation du séjour, l'accompagnement pendant le séjour (notion de référent) ainsi que le suivi au retour des vacances et le bilan du séjour.

Le paiement sera effectué après instruction du dossier devant comporter le descriptif de l'accompagnement envisagé, la liste des familles concernées avec leur composition et le numéro allocataire, le lieu du séjour et sa période.

Il sera également vérifié sur le site VACAF l'inscription effective des familles à un séjour de type AVS.

Afin de permettre l'évaluation des projets financés, un bilan intitulé "Aide aux vacances sociales" ([à télécharger ici](#)) sera à adresser à votre Caf et devra faire ressortir :

- ✓ Le nombre de personnes qui ont participé à l'élaboration et au suivi de ces départs au sein de chaque service qui assure l'accompagnement, le nombre et les caractéristiques des familles bénéficiaires,
- ✓ Les freins et les difficultés rencontrés par les familles et les organisateurs, en ce qui concerne les séjours sociaux,
- ✓ L'expression des familles et l'impact du séjour, à moyen terme.






www.vacaf.org


139 avenue de Lodève
34943 MONTPELLIER cedex 9


Formulaire de contact disponible sur
vacaf.org > Contact > Nous contacter

1.4. L'AIDE LOCALE POUR LES SÉJOURS FAMILIAUX HORS VACAF

Bénéficiaires

Famille allocataire nécessitant un accompagnement pour pouvoir organiser un départ en vacances. Les familles doivent avoir, le mois précédant le mois de la demande ou le mois de la demande :

- ✓ Au moins un enfant de moins de 20 ans à charge,
- ✓ Un quotient familial inférieur ou égal à 900 €.

Cette aide est également ouverte aux parents non-gardiens.

Le séjour doit avoir une durée de 1 à 6 jours, hors dispositif VACAF.

Le lieu du séjour doit se situer exclusivement en France.

Procédure

Avant le 1er juin 2026, les structures organisatrices devront fournir à la Caf un prévisionnel du nombre de familles qui seront accompagnées dans le cadre de ce dispositif.

Pour faire la demande, la structure devra utiliser le [formulaire en ligne](#) et le retourner par mail à l'adresse suivante : afi@caf42.caf.fr

Les projets feront l'objet d'une étude et d'une validation par la Caf.

Les hébergements éligibles sont les suivants : hôtel, gîte d'étape, camping, mobil-home, demi-pension ou pension complète. Il est possible de réserver via Internet sur les plateformes de réservation de vacances. Les séjours de particulier à particulier ne sont pas autorisés.

Paielement

Un [bilan](#) reprenant les éléments qualitatifs, quantitatifs et financiers devra être transmis, au plus tard le 15 décembre 2026, à la Caf par mail à l'adresse suivante : unite-aides-financieres@caf42.caf.fr

Les services de la Caf procéderont au paiement de l'aide dans la mesure où les conditions d'attribution seront réunies.

Cette aide est limitée à une demande par famille et par an.

Soutien aux familles

QF	% d'intervention sur le coût du séjour	Montant maximum de l'aide
QF entre 0 et 600 €	60 %	420 €
QF entre 601 € et 900 €	50 %	360 €

Soutien aux instructeurs

Formule 1 départ accompagné

- Un accompagnement individuel ou collectif à la préparation au départ d'une durée de 1 à 6 jours.
- Définition du projet : lieu, type d'hébergement, budget.
- Accompagnement sur le lieu de séjour, aide à l'installation, repérage du site.

L'accompagnateur doit être présent sur la durée du séjour. L'aide est versée sous forme de subvention à la structure à partir d'un prévisionnel et un bilan de l'action réalisée. En complément, une aide de 600 € par famille est attribuée pour le travail d'accompagnement à la structure.

Formule 2 départ autonome

Un accompagnement à la préparation, du même type que la formule 1, mais avec un départ autonome d'une durée de 1 à 6 jours. L'accompagnateur peut venir au moment de l'installation et/ou du départ pour état des lieux et retour.

L'aide est versée sous forme de subvention à la structure à partir d'un prévisionnel et un bilan de l'action réalisée. L'aide à la structure est de 290 € par famille pour soutenir le travail d'accompagnement.

1.5. L'AIDE LOCALE POUR LES SORTIES FAMILLES ORGANISÉES PAR UNE STRUCTURE

L'organisation de sorties pour des groupes familiaux représente une alternative pour les personnes qui ne peuvent pas partir en séjour, ou un complément à d'autres formes de loisirs.

Les objectifs des sorties familiales

Les sorties familiales permettent :

- ✓ le renforcement de la cellule familiale,
- ✓ les rencontres entre les familles,
- ✓ le développement de liens intergénérationnels.

Ces sorties doivent répondre aux objectifs de la structure définis en cohérence avec la politique familiale de la Caf.

Le public visé

Ce sont les parents, les enfants, les grands-parents, des personnes seules ou en couple. Le but est de favoriser la rencontre entre les différents publics.

L'aide indirecte accordée

L'aide pour les sorties familiales est une subvention versée aux gestionnaires, organisateurs de ces sorties.

Les partenaires éligibles

Les sorties peuvent être organisées à l'initiative des partenaires suivants :

- ✓ les centres sociaux et les espaces de vie sociale agréés par la Caf,
- ✓ les associations d'aide à domicile conventionnées par la Caf,
- ✓ les associations caritatives, le Secours populaire, le Secours catholique, l'association "SOS Violences conjugales Loire, ATD Quart Monde, Habitat et Humanisme.

Les sorties éligibles

- ✓ Une sortie d'une journée complète "hors les murs",
- ✓ un séjour en semaine ou week-end limité à **3 jours consécutifs**.

La sortie doit concerner un groupe de **10 personnes minimum**, composé d'enfants et d'adultes.
Une participation financière minimum des familles et/ou un autofinancement est obligatoire.

Le financement

Le montant de l'aide s'élève à 220 € par jour, dans la limite de 80 % du coût global du projet et des fonds disponibles. Cette aide servira à financer les charges exceptionnelles liées au projet, à l'exclusion des charges courantes de personnel.

Les démarches

✓ Dépôt de la demande

Avant le 1er juin de chaque année, les structures organisatrices doivent fournir à la Caf le nombre de sorties prévisionnelles pour l'année en cours, en précisant pour chacune :

- les objectifs,
- la destination,
- les modalités d'accompagnement du groupe,
- le nombre de personnes concernées,
- le budget.

Pour faire la demande, la structure doit utiliser le [formulaire en ligne](#) et le retourner par mail **impérativement avant le 1er juin 2026** à l'adresse suivante :

afi@caf42.caf.fr

✓ Instruction

Les projets feront l'objet d'une étude par la Caf.

✓ Paiement

Un bilan reprenant les éléments qualitatifs, quantitatifs et financiers, doit être transmis à la Caf avant le 15 décembre de l'année en cours ou dans le mois qui suit la sortie. Le formulaire est accessible en cliquant sur [ce lien](#).

Les services de la Caf procéderont au paiement de l'aide dans la mesure où les conditions d'attribution seront réunies.

2.1. L'AIDE AUX VACANCES DES ENFANTS VACAF (AVE)

Bénéficiaires

Famille allocataire ayant :

- ✓ un enfant à charge âgé de moins de 18 ans au 31 décembre 2025,
- ✓ perçu une prestation familiale en octobre 2025 ou l'Allocation de rentrée scolaire en 2025,
- ✓ un quotient familial de janvier 2026 inférieur ou égal à 900 €.

Les familles éligibles à l'aide recevront un mail pour les informer de la mise à disposition de la notification dans leur espace "Mon compte."

Modalités d'attribution

- ✓ Montant journalier de 20 € par jour et par enfant.
- ✓ Cette aide est attribuée pour un ou plusieurs séjours d'une durée minimum de 4 jours (3 nuits consécutives) et pour un total de 15 jours (14 nuits) maximum par an et par enfant.
- ✓ Les séjours doivent être réalisés pendant les vacances scolaires et doivent être agréés par la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS).
- ✓ Cette aide est accordée pour des séjours organisés par des structures d'accueil labellisées "VACAF AVE" par la Caf de la Loire.
- ✓ Les séjours peuvent se dérouler en France ou à l'étranger (*exclusivement dans les pays membres de l'UE ou au Royaume-Uni*) dans le cadre de colonies linguistiques.



Si l'enfant est bénéficiaire de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH), il peut bénéficier d'une aide supplémentaire dans la limite du coût du séjour. Il peut s'agir d'un séjour classique ou d'un séjour adapté.

Dans cette situation, une aide supplémentaire **de 28 €/jour est versée.**
Le total de l'aide est donc de 48 €/jour.

Démarches

L'organisateur de séjour qui a signé une convention avec la Caf :

1. inscrit en ligne le séjour et les enfants concernés sur le site VACAF à partir d'un identifiant et d'un mot de passe qui lui sera fourni au retour de la convention,
2. transmet la facture du séjour pour chaque enfant à VACAF : les éléments de facturation
3. déclenche le paiement de la participation de la Caf par le service commun VACAF ; la famille ne règle que la part qui reste à sa charge.



2.2. L'AIDE AUX MINI-SÉJOURS ADAPTÉS (HORS VACAF)

Dans le cadre du droit au répit pour les parents et pour faciliter l'accès aux loisirs pour les enfants porteurs de handicap, la Caf de la Loire a créé une aide pour financer les mini-séjours adaptés (hors VACAF).

Bénéficiaires

Les enfants ou les jeunes bénéficiaires de l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) âgés de 6 à 20 ans.

Modalités d'attribution

- ✓ L'enfant ou le jeune doit partir en séjour adapté organisé par une association ou une collectivité locale.
- ✓ Le QF de la famille doit être compris entre 0 et 900 € le mois précédant la demande ou le mois de la demande.
- ✓ Le séjour doit être déclaré à la DDETS.
- ✓ Le séjour doit être d'une durée de 2 à 4 jours et adossé à une thématique éveil, sport, bien-être ou culture.
- ✓ Le séjour doit se dérouler en France.

L'aide est de 220 € par an et par enfant.

Démarches

La famille doit compléter l'imprimé de demande et le retourner accompagné de la facture acquittée du séjour, laquelle doit préciser la durée et la thématique.

Le règlement de l'aide se fera à réception de ces éléments.

LE BREVET D'APTITUDE AUX FONCTIONS D'ANIMATEUR (BAFA) EN ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS

Session générale et approfondissement

Le BAFA est le diplôme requis pour encadrer les accueils collectifs de mineurs.

Pour obtenir le BAFA, il faut suivre deux sessions de formation théorique et un stage pratique, sur une durée maximum de 30 mois, qui se déroulent obligatoirement dans l'ordre suivant :

1. **Une session de formation générale**, qui vous permet d'acquérir les notions de base pour assurer les fonctions d'animation (de 8 jours minimum) ;
2. **Un stage pratique**, qui vous permet la mise en œuvre des acquis et l'expérimentation (14 jours effectifs minimum) ;
3. **Une session d'approfondissement** (de 6 jours minimum) ou de qualification (de 8 jours minimum) qui vous permet d'approfondir, de compléter, d'analyser vos acquis et besoins de formation.

Bénéficiaires

Le demandeur doit :

- ✓ Résider dans le département de la Loire au moment de la demande,
- ✓ Ne pas être allocataire d'une autre Caf.

L'aide au Bafa est attribuée :

- ✓ Sans condition de ressources
- ✓ Quel que soit le quotient familial
- ✓ Que le demandeur, ou ses parents, s'il vit chez eux, soient allocataires ou non.

Si le demandeur est en poursuite d'études (lycéen, apprenti, étudiant...) ou suit une formation professionnelle diplômante, il ouvre droit au montant maximum de l'aide au Bafa.



Pour bénéficier du soutien financier de la Caf, il faut effectuer la formation dans une école, un centre de formation agréé ou une structure reconnue en tant que tel par les ministères compétents et préparant à un diplôme officiel.

La liste des principaux organismes de formation est disponible à l'adresse : <https://bafa-bafd.jeunes.gouv.fr/baf-candidat/app/liste-organisme-formation>

Démarches

Les demandes doivent être faites au moyen des imprimés en ligne, et à retourner dans un délai de 6 mois à compter de la date de fin de chaque stage.

Session générale : [télécharger le formulaire](#)

Session d'approfondissement : [télécharger le formulaire](#)

Montant

QF	Session de formation générale	Session de formation approfondissement
QF entre 0 et 900 € ou étudiant	350 €	300 €
QF > 901€	250 €	250 €
Non allocataire	150 €	250 €

L'aide pour la session d'approfondissement comprend l'aide de la CNAF.

Une aide supplémentaire de 100 € est versée pour les sessions d'approfondissement réalisées sur la thématique "accueil des enfants en situation de handicap".

[Télécharger l'attestation à remplir](#)

Versement des aides

Le versement de ces aides vous est adressé directement à réception de l'imprimé complété dans le délai imparti (6 mois à compter de la date de fin de chaque stage).

Le paiement peut être adressé :

- au stagiaire s'il est **allocataire**,
- au stagiaire **non allocataire** si ce dernier transmet son RIB,
- à ses **parents**, s'il est toujours à leur charge.

L'aide attribuée vient après déduction des aides complémentaires versées par le Département ou d'autres organismes.

Un montant de 30 € restera à la charge du jeune ou de sa famille pour toute aide attribuée.

Autres aides possibles

D'autres organismes peuvent vous aider selon votre situation :

- Le Département
- La Mission locale, France travail,
- Certaines fédérations d'éducation populaire,
- Certaines municipalités, comités d'entreprise....

Nous vous invitons à les contacter directement si vous souhaitez de plus amples renseignements.



4.1. L'AIDE À LA VIE QUOTIDIENNE

Bénéficiaires

Les familles allocataires et parents non-gardiens, dont le quotient familial est inférieur à 900 € (QF du mois de la demande ou du mois précédant la demande) et qui n'ont pas déjà une aide remboursable Caf en cours.

Le délai entre deux demandes d'aide non remboursable, pour les familles ayant un QF compris entre 0 et 350 €, est de un an de date à date.

Montant

QF	Conditions	Montant d'aide maximum	Répartition de prise en charge
QF entre 0 € et 350 €	Une seule demande par an de date à date	600 €	100 % Aide non remboursable
QF entre 351 € et 900 €	Plusieurs demandes possibles, dès lors que l'aide remboursable est soldée	800 €	100 % Aide remboursable

Une aide remboursable peut être accordée aux familles ayant un QF compris entre 351 € et 600 € en cas de changement de situation intervenue dans les 6 mois : séparation, 1ère installation, naissance ou grossesse, décès parent ou enfant, déménagement :

QF	Conditions	Montant d'aide maximum	Répartition de prise en charge
QF entre 351 € et 600 €	Plusieurs demandes possibles, dès lors que l'aide remboursable est soldée	900 €	100 % Aide remboursable

NB : Dans la limite du budget alloué par le Conseil d'administration pour l'année 2026.

Equipements concernés



L'achat d'occasion est accepté sous condition d'être effectué auprès d'un dépôt vente, d'une ressourcerie pouvant transmettre un devis, un bon de commande et une facture.
Le matériel ménager d'occasion doit être garanti 6 mois minimum.

Démarches

1. Faire établir un devis par un fournisseur.
2. Remplir le formulaire de demande d'aide à la vie quotidienne, à télécharger sur : <https://www.caf.fr/allocataires/caf-de-la-loire/offre-de-service/logement/l-aide-la-vie-quotidienne>
3. Le retourner à la Caf accompagné du ou des devis établi(s) par le(s) fournisseur(s),
4. Signer le contrat d'aide remboursable (si en couple il doit être signé par les deux membres) une fois la demande acceptée et le retourner à la Caf accompagné de la facture (ou du bon de commande.)
5. Récupérer le bien acheté auprès du fournisseur.

NB : Dans la limite du budget alloué par le Conseil d'administration de la Caf de la Loire pour l'année 2026.



Aucun engagement ne doit être pris auprès des fournisseurs avant l'accord de la Caf.
Passé 6 mois après la date d'accord, la demande sera annulée.

4.2. LE DISPOSITIF D'AIDES FINANCIÈRES DIRECTES AU LOGEMENT

Ce dispositif a vocation à soutenir des familles confrontées à des difficultés momentanées à caractère exceptionnel et/ou d'urgence fragilisant la vie familiale, et à des familles en situation de grande précarité. Il peut être sollicité dès lors que ces difficultés entraînent des répercussions en lien avec le logement, qu'il s'agisse de l'accès à celui-ci, du maintien dans les lieux ou de la décence de l'habitat. Il est complémentaire des autres aides d'action sociale de la Caf et de celles relevant des dispositifs de droit commun

Bénéficiaires

- ✓ Les allocataires de la Caf assumant la charge d'au moins un enfant.
- ✓ Les parents non allocataires et/ou non gardiens dans les situations de séparation avec résidence alternée.
- ✓ Les futurs parents d'un enfant à naître.
- ✓ Les parents allocataires récemment endeuillés.

Conditions d'attribution

L'aide de la Caf au titre du présent dispositif peut intervenir dans les cas suivants :

Champs d'intervention	Dépenses éligibles à l'intervention de la Caf
Accès au logement	Travaux de réfection du logement relevant de la charge locative, pour les locataires, lors de l'entrée dans un logement. (Voir liste des travaux éligibles)
	Acquisition de biens d'équipement ménager et mobilier, pour les locataires, lors de l'entrée dans un logement
Lutte contre l'habitat indigne	Petits travaux préventifs en vue d'éviter la dégradation du logement pour les locataires et les propriétaires
	Travaux d'entretien liés à l'enveloppe du bâtiment, à l'isolation, l'électricité, la plomberie, le système de chauffage pour les propriétaires occupants (Voir liste des travaux éligibles et conditions particulières)

Démarches

Toute demande doit obligatoirement être formulée par un travailleur social qui remplit et envoie le dossier "Demande d'aide financière individuelle logement", accompagné des pièces justificatives, à l'adresse suivante :

service-logement-habitat@caf42.caf.fr

Après évaluation sociale réalisée par les services de la Caf, les demandes recevables et complètes sont examinées par la commission des aides directes logement, qui décide de l'attribution de l'aide, du montant et de sa nature, dans la limite du budget annuel affecté au dispositif par le Conseil d'Administration.

Une procédure spécifique d'urgence est mise en place pour apporter une réponse rapide dans les cas de décohabitations liées à des violences conjugales. Elle doit permettre l'acquisition de matériel de première nécessité dans des délais réduits.

L'aide décidée par la Commission est versée exclusivement au tiers concerné (opérateur, artisan, commerçant, etc.).

Téléchargez la notice d'utilisation du dispositif et le dossier de "Demande d'aide financière individuelle logement" sur :

www.caf.fr > Professionnels > Offres et services > Partenaires locaux > Nos offres "logement"... > [Les aides financières directes au logement](#)



4.3. L'AIDE À DOMICILE

Bénéficiaires

L'ensemble des familles relevant du régime général y compris les non-allocataires.

Il s'agit des parents :

- ✓ Attendant leur premier enfant
- ✓ Assumant la charge d'au moins un enfant âgé de moins de 18 ans.

Les motifs d'intervention

L'aide de la Caf au titre du présent dispositif peut intervenir dans les cas suivants :

Thématiques	Motifs d'intervention
Périnatalité Arrivée d'un enfant	Grossesse Naissance – adoption : jusqu'aux 2 ans de l'enfant
Dynamique familiale	Arrivée d'un 3ème enfant ou plus Recomposition familiale Etat de santé d'un enfant ou de son parent Déménagement – emménagement Moments clé de la vie scolaire : entrée à l'école maternelle, primaire, collège
Rupture familiale	Séparation Incarcération Décès d'un enfant Décès d'un des parents ou d'un proche aidant à la stabilité de l'équilibre familial
Inclusion	Insertion socio-professionnelle du parent solo Inclusion dans son environnement d'un enfant porteur de handicap reconnu ou non par la MDPH

Modalités de l'aide à domicile

La finalité des interventions d'aide à domicile est de renforcer l'autonomie des familles, momentanément affectée. Le maintien de cette autonomie est rendu possible grâce à l'intervention au domicile des familles :

- ✓ de techniciens d'intervention sociale et familiale (TISF)
- ✓ d'auxiliaires de vie sociale (AVS) / d'accompagnants éducatif et sociaux AES

Les TISF et AVS/AES personnels qualifiés apportent une aide matérielle, éducative et/ou sociale.

Financement

La Caf de la Loire prend en charge une partie du coût des personnels qui interviennent au domicile des familles.

Une participation financière est à la charge des familles selon leurs revenus.

Démarches

La demande est faite par la famille directement auprès de l'association de son choix.

L'association doit réaliser un diagnostic qui permettra d'évaluer conjointement avec la famille :

- ✓ Le motif de l'intervention
- ✓ Les besoins de la famille en identifiant ses compétences
- ✓ Les objectifs de l'intervention et les moyens d'y répondre
- ✓ Les personnels intervenants ainsi que le niveau d'intervention (TISF/AVS/AES)
- ✓ Leur fonction et les tâches à accomplir
- ✓ La durée et la périodicité de l'intervention
- ✓ L'évaluation de l'intervention

Pour en savoir plus, consultez le [guide Aide et accompagnement à domicile.](#)



Les associations financées par la Caf de la Loire sont les suivantes :

ADMR

Association du service à domicile
en milieu rural



04 77 36 16 99



info.fede42@fede42.admr.org



Zone d'activité de Plancieux
554 rue Adamas
BP 20
42210 MONTROND-LES-BAINS

Pléiades



04 28 210 300



contact@pleiades42.fr



7 Faubourg Saint-Antoine
42110 FEURS
Agences à St Etienne - Firminy
St Chamond - Montbrison -
Charlieu - Le Coteau



Bénéficiaires

Les familles allocataires ayant au moins un enfant à charge ou une grossesse en cours.
Sont exclus les bénéficiaires du RSA, qui sont accompagnés par les services sociaux du Département.

Les motifs d'intervention

Le travailleur social de la Caf écoute et soutient les familles dans les changements de vie. Soumis au secret professionnel, ses échanges avec la famille accompagnée ont lieu en toute confidentialité.

Thématiques	Motifs d'intervention
Parentalité	Séparation, violences conjugales, problème lié au versement de la pension alimentaire, incarcération du conjoint. Décès d'un enfant ou du conjoint. Maladie ou handicap d'un enfant.
Logement	Impayés de loyer ou de mensualités de prêt accession Logement non décent / insalubre
Insertion	Parent solo (hors bénéficiaire du RSA) qui s'installe dans la Loire Grossesse isolée Parent solo ayant un projet de reprise d'activité ou de formation



Service d'intervention sociale :
04 77 48 01 21



Caf de la Loire
CS 90214
42005 Saint-Etienne cedex 1

Lieux d'intervention sociale de la Caf de la Loire

Saint-Marcellin-en-Forez

5 rue d'Outre l'Eau

Pélussin

7 rue des Prairies
Espace France Services

Rive-de-Gier

100 rue Jean-Jaurès

Saint-Chamond

3 rue Lafontaine

Firminy

- Centre social Firminy vert -
5 rue de l'école
- Centre social Soleil levant -
chemin des Combes

Andrézieux-Bouthéon

6 rue Emile Mercier

Saint-Etienne

26 bd Dalgabio
42000 Saint-Etienne

**Pour contacter le
service social :**

04 77 48 01 21



St-Genest-Malifaux

Impasse Mairie
Espace France Services

Bourg-Argental

Allée du 8 mai 1945
Maison des associations

Boën-sur-Lignon

17 rue de Roanne
Espace France Services

Chazelles-sur-Lyon

3 place Massenet
Espace France Services

Feurs

2 place Paul Larue
Maison des services

Montbrison

7 montée des Visitandines
Espace Alexis de Tocqueville

Roanne

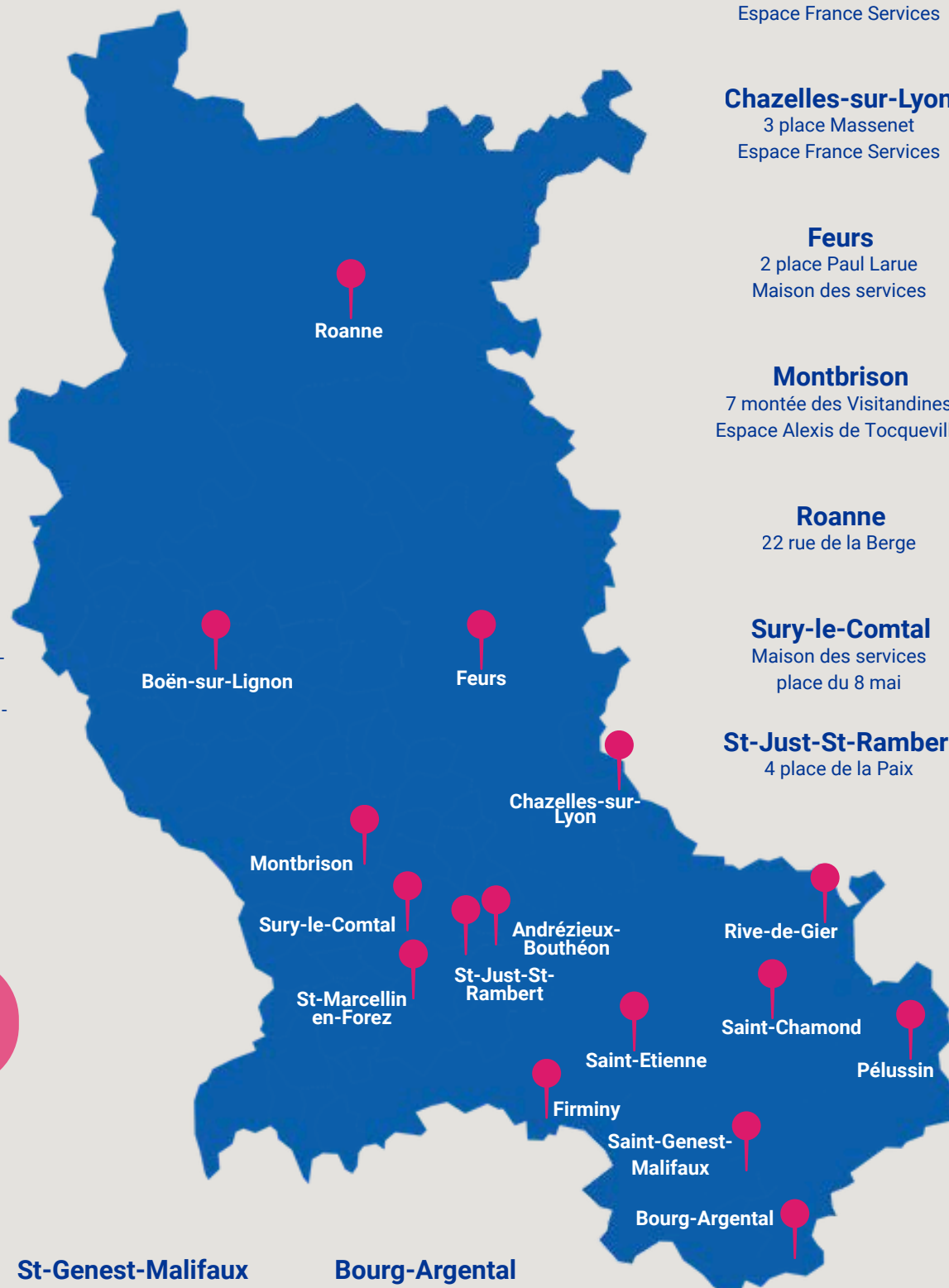
22 rue de la Berge

Sury-le-Comtal

Maison des services
place du 8 mai

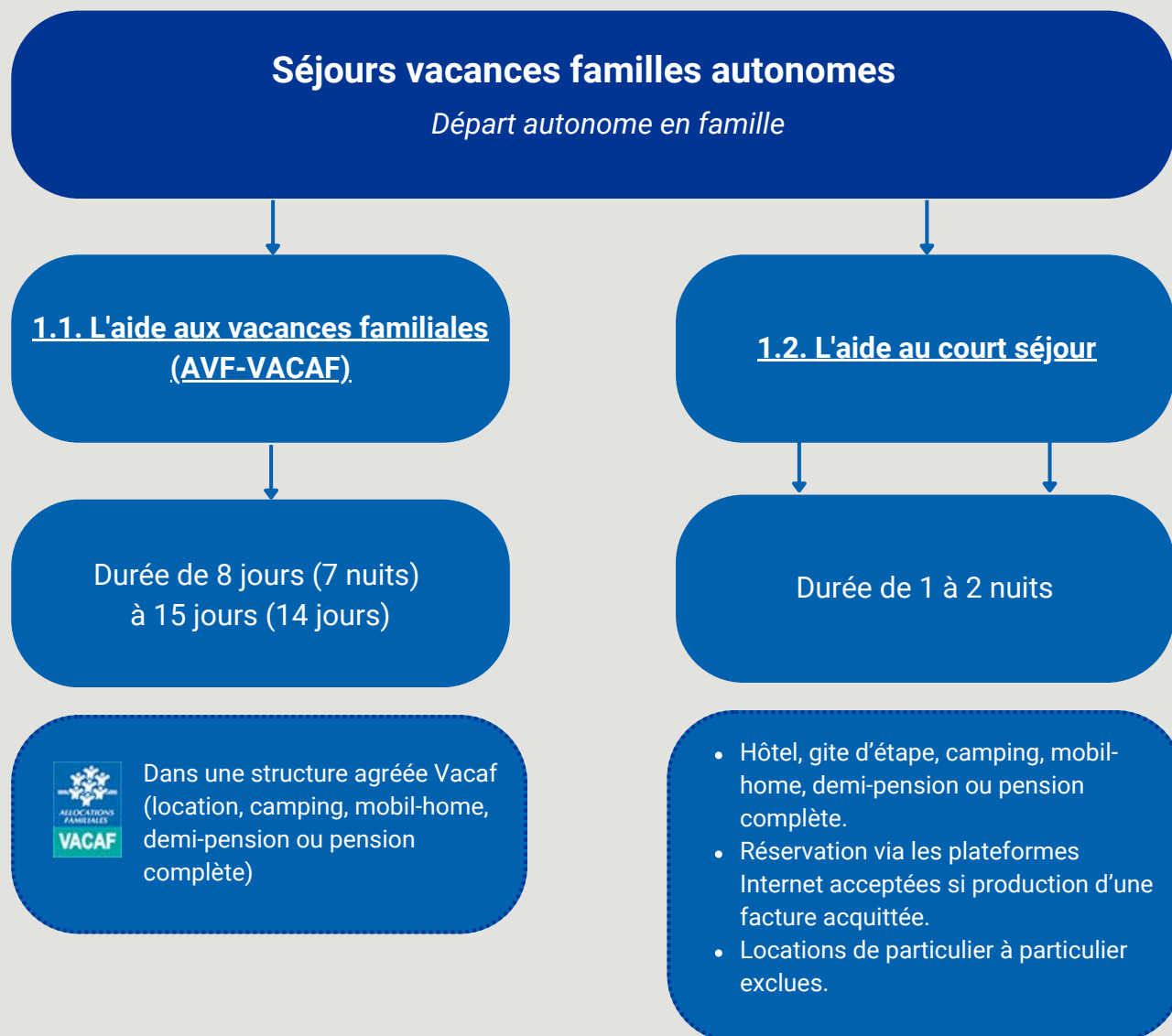
St-Just-St-Rambert

4 place de la Paix



Mise à jour : 01/2026

SÉJOUR EN FAMILLE SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS



Séjours vacances familles accompagnés

Premier départ individuel, accompagné par une structure agréée

1.3. L'aide aux vacances sociales (AVS-VACAF)

Durée de 8 jours (7 nuits) à 15 jours (14 jours)



Dans une structure agréée Vacaf (location, camping, mobil-home, demi-pension ou pension complète)

1.4. L'aide locale pour les séjours familiaux hors VACAF

Séjours accompagnés sur place

Séjours autonomes sur place

Durée de 1 à 6 jours

- Hôtel, gîte d'étape, camping, mobil-home, demi-pension ou pension complète.
- Réservations via les plateformes Internet acceptées si production d'une facture acquittée.
- Locations de particulier à particulier exclues.

Séjours des enfants

2.1. L'aide aux vacances des enfants Vacaf (AVE).

Durée de 4 jours (3 nuits
consécutives) à 15 jours (14 nuits)
hors période scolaire



- Séjours organisés par des structures d'accueil labellisées "VACAF AVE" par la Caf de la Loire.
- Séjours en France ou des séjours linguistiques à l'étranger.

2.2. L'aide aux mini-séjours adaptés (hors Vacaf).

**Pour les enfants
bénéficiaires de l'AEEH.**
Durée de 1 à 4 nuits

- Séjours organisés par une association, une fédération, une mairie.
- Aide dans la limite de 220 € par an et par enfant.

Nous contacter



www.caf.fr



3230 Service gratuit
+ prix appel



Caf de la Loire
CS 90214
42005 Saint-Etienne cedex 1

Nous suivre

